



DOLLARAMA INC. RAPPORT DE GESTION Deuxième trimestre clos le 30 juillet 2017

Le 7 septembre 2017

Le présent rapport de gestion, daté du 7 septembre 2017, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le deuxième trimestre clos le 30 juillet 2017. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre clos le 30 juillet 2017 et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice 2017 (tel qu'il est défini ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le deuxième trimestre clos le 30 juillet 2017 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La Société est gérée sur la base d'un seul secteur à présenter, et sa monnaie de fonctionnement et de présentation est le dollar canadien.

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2016 » désigne l'exercice de la Société clos le 31 janvier 2016, « exercice 2017 » désigne l'exercice de la Société clos le 29 janvier 2017 et « exercice 2018 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 28 janvier 2018.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus proche du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés prospectifs que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur :

- les attentes relatives au nombre net de nouveaux magasins ouverts et aux dépenses d'investissement générales;
- les attentes relatives à une marge brute durable;
- la situation de trésorerie de la Société;
- l'effet d'accroissement de valeur potentiel lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à notre disposition ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et que nous avons formulées à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, la conjoncture actuelle et l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs que nous croyons pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment, sans s'y limiter, les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du plus récent rapport de gestion annuel de la Société et dans la notice annuelle de l'exercice 2017, qui se trouvent tous deux sur le site de SEDAR au www.sedar.com : augmentations futures des charges d'exploitation et du coût des marchandises (notamment en raison de hausses du salaire minimum prescrit par la loi), incapacité de maintenir une gamme de produits et de nous réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées, incapacité de maintenir notre image de marque et notre réputation, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de nos magasins, de nos entrepôts, de notre centre de distribution et de notre siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque de taux d'intérêt relatif à notre dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, conjoncture générale de l'économie, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologies de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, catastrophes naturelles et perturbations géopolitiques, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, litiges et conformité sur les plans réglementaire et environnemental.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur nous; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire nos attentes en date du 7 septembre 2017, et nous n'avons pas l'intention et déclinons toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si nous y sommes tenus en vertu de la loi. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Mesures conformes aux PCGR et mesures hors PCGR

Le présent rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR utilisées par la Société sont les suivantes :

BAIIA	Représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements.
Marge du BAIIA	Représente le BAIIA divisé par les ventes.
Total de la dette	Représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer au titre de la partie courante) et d'autres dettes bancaires (le cas échéant).
Dettes nettes	Représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
Résultats non distribués ajustés	Représente le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 30 juillet 2017 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

Les mesures hors PCGR susmentionnées n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les mesures hors PCGR fournissent aux investisseurs une mesure supplémentaire de la performance opérationnelle et de la situation financière de la Société et mettent ainsi en évidence les tendances dans ses activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. À l'exception des résultats non distribués ajustés, ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR. La direction a recours aux mesures hors PCGR pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels, pour évaluer notre capacité de prendre en charge le service futur de notre dette, nos dépenses d'investissement et nos besoins en fonds de roulement, et pour évaluer la performance de la haute direction. La direction a recours au total de la dette et à la dette nette pour calculer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins en trésorerie futurs et les ratios d'endettement de la Société. Les résultats non distribués ajustés sont une mesure hors PCGR qui illustre les résultats non distribués sans l'incidence de l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires. Nous pensons que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées s'appuient fréquemment sur des mesures hors PCGR pour évaluer les émetteurs. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour consulter un rapprochement des mesures hors PCGR utilisées et présentées par la Société avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.

Fait nouveau

Paiement par carte de crédit

Depuis le 1^{er} mai 2017, tous les magasins acceptent le paiement par carte de crédit. Ce mode de paiement offre plus de commodité à la clientèle.

Aperçu

Nos activités

Au 30 juillet 2017, nous exploitons 1 125 magasins au Canada, et nous continuons d'étendre notre réseau partout au pays. Nos magasins ont une superficie moyenne de 10 076 pieds carrés, et ils proposent un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, notamment des articles de marque maison et de marques nationales, à prix attractifs. Notre marchandise est vendue soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 4,00 \$. Tous les magasins appartiennent à la Société et sont exploités par celle-ci, ce qui permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Pratiquement tous les magasins sont situés dans des endroits achalandés comme des galeries marchandes et des centres commerciaux, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

Notre stratégie consiste à faire progresser les ventes, le résultat net et les flux de trésorerie en offrant un grand éventail d'articles d'usage courant à prix attractifs à une large clientèle. Nous visons à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de nos activités.

Faits saillants du deuxième trimestre de l'exercice 2018

Comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2017 :

- les ventes ont augmenté de 11,5 % pour s'établir à 812,5 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ ont progressé de 6,1 %, en sus d'une croissance de 5,7 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent;
- la marge brute¹⁾ s'est établie à 39,6 % des ventes, comparativement à 38,4 % des ventes;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 24,1 % pour s'établir à 209,2 M\$, soit 25,7 % des ventes, comparativement à 23,1 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 24,1 % et s'est chiffré à 191,9 M\$, soit 23,6 % des ventes, comparativement à 21,2 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 30,7 %, passant de 0,88 \$ à 1,15 \$.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a ouvert un nombre net de 17 nouveaux magasins, contre un nombre net de 13 nouveaux magasins au cours de la période correspondante du dernier exercice.

Faits saillants du premier semestre de l'exercice 2018

Comparativement au premier semestre de l'exercice 2017 :

- les ventes ont augmenté de 10,8 % pour s'établir à 1 517,4 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ ont progressé de 5,4 %, en sus d'une croissance de 6,1 % à la période correspondante de l'exercice précédent;
- la marge brute¹⁾ s'est établie à 38,7 % des ventes, comparativement à 37,7 % des ventes;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 20,7 % pour s'établir à 365,1 M\$, soit 24,1 % des ventes, comparativement à 22,1 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 20,4 % et s'est chiffré à 331,2 M\$, soit 21,8 % des ventes, comparativement à 20,1 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 27,1 %, passant de 1,55 \$ à 1,97 \$.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2018, la Société a ouvert un nombre net de 30 nouveaux magasins, comparativement à un nombre net de 21 nouveaux magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent. La Société prévoit toujours ouvrir un nombre net de 60 à 70 nouveaux magasins d'ici la fin de l'exercice.

¹⁾ Le lecteur est prié de se reporter aux notes de la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Perspectives

Le communiqué de presse de la Société daté du 7 septembre 2017, dans sa rubrique « Perspectives », présente les prévisions de la direction à l'égard des perspectives générales de la Société pour l'exercice 2018. Il est accessible sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web de la Société à l'adresse www.dollarama.com.

Éléments ayant une incidence sur les résultats d'exploitation

Ventes

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits ou de la prestation de services lorsqu'ils sont reçus.

Toutes les ventes sont fermes. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction des taxes de vente, des rabais et des remises. Les cartes-cadeaux vendues sont comptabilisées à titre de passif et le produit des activités ordinaires s'y rattachant est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux sont échangées.

La Société peut conclure des ententes avec des tiers en vue de la vente de produits à des clients. Lorsque la Société agit pour son propre compte, elle comptabilise les produits des activités ordinaires selon les montants facturés aux clients. Lorsqu'elle agit à un autre titre, la Société comptabilise le montant net qu'elle conserve en tant que produit des activités ordinaires.

Nos ventes se composent des ventes des magasins comparables, des ventes des nouveaux magasins ainsi que des ventes à des tiers. Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins Dollarama ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis. Les ventes à des tiers se composent essentiellement des ventes de marchandises à Dollarcity, un détaillant d'articles à bas prix d'Amérique centrale possédant des magasins au Salvador, au Guatemala et en Colombie. Par l'entremise de Dollarama International inc., la Société partage son expertise commerciale et agit à titre de principal fournisseur de marchandises pour Dollarcity, soit pour son propre compte ou comme intermédiaire, conformément à une entente conclue en février 2013.

Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, nous mettons l'accent sur une offre variée de marchandises de qualité à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

Par le passé, nous avons enregistré les ventes les plus importantes au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel daté du 30 mars 2017 intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse des risques associés au caractère saisonnier des ventes.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks de marchandises, les frais d'occupation des magasins et les frais de transport (variables et proportionnels au volume de nos ventes) ainsi que les charges d'exploitation des entrepôts et du centre de distribution. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats au moment où elles sont accordées. Ces ristournes sont comptabilisées en réduction du coût des marchandises achetées, ce qui a pour effet de réduire le coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer rapidement avec la hausse des coûts. Historiquement, nous avons réduit le coût des produits vendus en nous approvisionnant principalement auprès de fournisseurs étrangers à bas prix. Pour le premier semestre de l'exercice 2018, nos achats effectués directement auprès de fournisseurs étrangers représentaient 54 % de nos achats (51 % pour la période correspondante de l'exercice 2017). Bien que nous continuions de nous approvisionner majoritairement en Chine, nous achetons aussi des produits provenant de plus de 28 pays différents.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que le dollar canadien, le coût des produits vendus fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la majeure partie de nos produits importés provient de Chine et est payée en dollars américains. Par conséquent, le coût des produits vendus est sensible aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et à celles du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Bien que nous concluons des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien (généralement de 9 à 12 mois d'avance), nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport, y compris les suppléments imposés par les gouvernements provinciaux, constituent également une composante importante du coût des produits vendus. Lorsque le prix du carburant fluctue, les frais de livraison et de transport augmentent ou diminuent, selon le cas, parce que les transporteurs répercutent généralement cette fluctuation sur les tarifs imposés aux usagers, cette répercussion n'étant habituellement pas visible aussi rapidement, ni complète, dans le cas d'une diminution. Étant donné la grande volatilité du prix du carburant, il est difficile de prévoir les suppléments pour carburant que nous pourrions nous voir imposer par nos transporteurs.

Les frais d'occupation se composent principalement des charges locatives des magasins, lesquelles ont généralement augmenté au Canada au fil des ans. Même si elle continue de ressentir une pression à l'égard des loyers dans certains marchés où la demande pour des emplacements de choix est forte ou les taux d'occupation sont bas, la direction estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles et ne prévoit pas de hausses significatives des taux à court et à moyen termes. Habituellement, les baux des magasins sont signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes supplémentaires de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute durable à un niveau qui, à notre avis, nous permet d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation du rendement pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients. La marge brute varie d'un trimestre à l'autre par suite des variations des marges sur les produits, puisque nous renouvelons environ 25 % à 30 % de notre offre annuellement, ou par suite des variations des frais de logistique et de transport, entre autres facteurs. L'objectif demeure de gérer activement la marge brute afin de continuer de proposer une valeur attrayante visant à stimuler une croissance des ventes continue.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels au volume de nos ventes, ainsi que des coûts généraux de l'entretien des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen de nos employés des magasins soit plus élevé que le salaire minimum prescrit par la loi, une augmentation importante de ce dernier aurait une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par des améliorations de productivité et d'autres réductions de coûts des magasins.

Le 1^{er} juin 2017, le gouvernement de l'Ontario a déposé le projet de loi 148, *Loi de 2017 pour l'équité en milieu de travail et de meilleurs emplois*, qui s'il est adopté, devrait entrer en vigueur en 2018. Le projet de loi propose un certain nombre de modifications à apporter à la *Loi sur les normes d'emploi*, notamment l'augmentation du salaire minimum, qui passerait à 14 \$ l'heure à compter du 1^{er} janvier 2018, puis à 15 \$ l'heure à compter du 1^{er} janvier 2019. Nous prévoyons que les frais d'administration et charges d'exploitation des magasins augmenteront par suite des augmentations proposées du salaire minimum dans la province où nous exploitons environ 41 % de nos magasins, et la direction évalue actuellement des solutions afin d'atténuer cette incidence.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

Nous exerçons nos activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. Nous livrons concurrence à d'autres magasins à un dollar, mais aussi et encore davantage, aux magasins à prix modiques et à escompte, aux dépanneurs et aux grandes surfaces au Canada. Bon nombre d'entre eux exploitent des magasins dans les secteurs où nous sommes aussi présents, offrent des produits essentiellement similaires à ceux que nous offrons à même leur offre globale et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. En outre, nous livrons concurrence à certaines autres sociétés pour les meilleurs emplacements où installer nos magasins et pour attirer et conserver un personnel compétent.

Nous prévoyons que certains facteurs, dont ceux décrits ci-après, mais sans s'y limiter, continueront d'exercer une pression sur l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités : le coût des marchandises, les variations des taux de change, l'instabilité économique à l'échelle mondiale, le niveau d'endettement des consommateurs et leurs tendances d'achat, la conjoncture économique, les taux d'intérêt, le prix du carburant, les coûts des services publics, les conditions météorologiques, la volatilité du marché, les préférences des consommateurs, le taux de chômage, le coût de la main-d'œuvre, l'inflation, les catastrophes, la concurrence et le coût de l'assurance. Un des facteurs qui influe à la fois sur le consommateur et sur l'entreprise est le cours du pétrole. D'une part, une hausse du cours du pétrole pourrait entraîner une réduction des dépenses des consommateurs et une augmentation des coûts liés au transport pour l'entreprise. D'autre part, un recul important et soutenu du cours du pétrole pourrait faire baisser les coûts du transport, mais pourrait également avoir un effet négatif sur les dépenses des consommateurs du fait de pertes d'emplois dans certains secteurs ou marchés géographiques.

Principales informations financières consolidées

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées au 30 juillet 2017 et au 31 juillet 2016 ont été tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes.

<i>(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)</i>	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	30 juillet 2017	31 juillet 2016	30 juillet 2017	31 juillet 2016
	\$	\$	\$	\$
Données sur le résultat				
Ventes	812 487	728 968	1 517 432	1 369 980
Coût des produits vendus	490 490	449 391	930 113	853 540
Profit brut	321 997	279 577	587 319	516 440
Frais généraux	112 783	110 942	222 257	213 888
Dotation aux amortissements	17 301	14 006	33 846	27 533
Résultat d'exploitation	191 913	154 629	331 216	275 019
Coûts de financement	10 225	7 289	19 467	13 923
Résultat avant impôt	181 688	147 340	311 749	261 096
Impôt sur le résultat	49 888	40 988	85 259	71 592
Résultat net	131 800	106 352	226 490	189 504
Résultat net de base par action ordinaire	1,16 \$	0,89 \$	1,99 \$	1,57 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	1,15 \$	0,88 \$	1,97 \$	1,55 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période :				
De base	113 347	119 431	113 859	120 706
Dilué	114 705	120 662	115 196	121 910
Autres données				
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	11,5 %	11,6 %	10,8 %	12,4 %
Croissance des ventes des magasins comparables ¹⁾	6,1 %	5,7 %	5,4 %	6,1 %
Marge brute ²⁾	39,6 %	38,4 %	38,7 %	37,7 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ²⁾	13,9 %	15,2 %	14,6 %	15,6 %
BAIIA ³⁾	209 214	168 635	365 062	302 552
Marge d'exploitation ²⁾	23,6 %	21,2 %	21,8 %	20,1 %
Dépenses d'investissement	29 367	36 904	49 077	86 056
Nombre de magasins ⁴⁾	1 125	1 051	1 125	1 051
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁴⁾	10 076	9 968	10 076	9 968
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,11 \$	0,10 \$	0,22 \$	0,20 \$

Données tirées de l'état de la situation financière

	Aux	
	30 juillet 2017	29 janvier 2017
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	79 226	62 015
Stocks de marchandises	472 263	465 715
Immobilisations corporelles	450 815	437 089
Total de l'actif	1 891 416	1 863 451
Total du passif non courant	1 669 586	1 249 765
Total de la dette ⁵⁾	1 479 635	1 333 643
Dette nette ⁶⁾	1 400 409	1 271 628
Capitaux propres (déficit)	(59 388)	100 284

(en milliers de dollars)

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	30 juillet 2017	31 juillet 2016	30 juillet 2017	31 juillet 2016
	\$	\$	\$	\$
Résultat d'exploitation	191 913	154 629	331 216	275 019
Ajouter la dotation aux amortissements	17 301	14 006	33 846	27 533
BAIIA	209 214	168 635	365 062	302 552
Marge du BAIIA ³⁾	25,7 %	23,1 %	24,1 %	22,1 %

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :

BAIIA	209 214	168 635	365 062	302 552
Coûts de financement (déduction faite de l'amortissement des frais d'émission de titres de créance)	(14 771)	(9 956)	(16 969)	(13 170)
Comptabilisation du profit réalisé sur les contrats de change à terme	(2 618)	(14 562)	(2 051)	(36 345)
Règlement en trésorerie du profit sur les contrats de change à terme	7 747	7 927	10 106	19 758
Impôt exigible	(54 975)	(35 773)	(87 017)	(64 821)
Incitatifs à la location différés	1 211	1 392	2 481	2 628
Allocations reçues du propriétaire différées	2 425	2 183	4 190	3 513
Comptabilisation des allocations reçues du propriétaire différées et des frais de location différés	(1 134)	(1 092)	(2 252)	(2 133)
Rémunération fondée sur des actions	1 719	1 793	3 339	3 403
Perte sur la sortie d'actifs	44	193	55	184
	148 862	120 740	276 944	215 569
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	31 353	45 356	(12 569)	(11 049)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	180 215	166 096	264 375	204 520

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

(en milliers de dollars)

	Aux	
	30 juillet 2017	29 janvier 2017
	\$	\$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt aux taux suivants :		
Taux annuel fixe de 2,203 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 10 novembre 2022 (les « billets à taux fixe à 2,203 % »)	250 000	-
Taux annuel fixe de 2,337 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 22 juillet 2021 (les « billets à taux fixe à 2,337 % »)	525 000	525 000
Taux annuel fixe de 3,095 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 5 novembre 2018 (les « billets à taux fixe à 3,095 % » et, collectivement avec les billets à taux fixe à 2,203 % et les billets à taux fixe à 2,337 %, les « billets à taux fixe »)	400 000	400 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires à 3 mois majoré de 59 points de base, payable trimestriellement, échéant le 16 mars 2020 (les « billets à taux variable de série 2 »)	300 000	-
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires à 3 mois majoré de 54 points de base, payable trimestriellement, échus le 16 mai 2017 (les « billets à taux variable de série 1 » et, collectivement avec les billets à taux variable de série 2, les « billets à taux variable »)	-	274 834
Facilité de crédit renouvelable non garantie échéant le 14 décembre 2021	-	130 000
Intérêt à payer sur les billets non garantis de premier rang	4 635	3 809
Total de la dette	1 479 635	1 333 643

(en milliers de dollars)

Aux	
30 juillet 2017	29 janvier 2017
\$	\$

Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

Total de la dette	1 479 635	1 333 643
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(79 226)	(62 015)
Dette nette	1 400 409	1 271 628

Le tableau suivant présente un rapprochement du déficit et des résultats non distribués ajustés :

Déficit	(471 304)	(342 957)
Prix payé excédant la valeur comptable des actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	2 414 113	2 084 284
Résultats non distribués ajustés⁷⁾	1 942 809	1 741 327

Le déficit au 30 juillet 2017 ne reflète pas une mauvaise performance opérationnelle ni une détérioration de celle-ci. Il découle du fait qu'une part importante de la contrepartie en trésorerie payée pour le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société est portée en diminution des résultats non distribués et que le cours du marché auquel les actions sont rachetées excède considérablement la valeur comptable de ces actions. Par conséquent, les capitaux propres de la Société aux fins comptables étaient en position déficitaire au 30 juillet 2017, à 59,4 M\$. La direction estime que le rachat d'actions demeure une stratégie efficace pour créer de la valeur pour les actionnaires et constitue une utilisation appropriée des fonds de la Société.

- 1) La croissance des ventes des magasins comparables constitue une mesure de l'augmentation ou de la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins ouverts depuis au moins 13 mois d'exercice complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.
- 2) La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux divisés par les ventes. La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par les ventes.
- 3) Le BAIIA, une mesure hors PCGR, représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements. La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les ventes.
- 4) À la fin de la période.
- 5) Le total de la dette, une mesure hors PCGR, représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer au titre de la partie courante) et d'autres dettes bancaires (le cas échéant).
- 6) La dette nette, une mesure hors PCGR, représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
- 7) Les résultats non distribués ajustés représentent le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 30 juillet 2017 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2018

Suit un aperçu de notre performance financière pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

Ventes

Les ventes du deuxième trimestre de l'exercice 2018 ont augmenté de 11,5 % pour s'établir à 812,5 M\$, par rapport à 729,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la croissance interne des ventes qui s'est poursuivie par suite de la progression de 6,1 % des ventes des magasins comparables, en sus de la progression de 5,7 % des ventes des magasins comparables au deuxième trimestre de l'exercice 2017, et par l'augmentation du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 051 en date du 31 juillet 2016 à 1 125 le 30 juillet 2017.

La progression des ventes des magasins comparables pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 est attribuable à une augmentation de 5,9 % du montant moyen des transactions, en sus d'une hausse de 4,6 % au trimestre correspondant de l'exercice 2017, et à une augmentation de 0,2 % du nombre de transactions.

Nos nouveaux magasins, qui ne sont pas encore des magasins comparables, atteignent maintenant des ventes annuelles d'environ 2,2 M\$ au cours de leurs deux premières années d'activités, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans.

Pour le trimestre considéré, 68,1 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,25 \$, comparativement à 63,9 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 39,6 % des ventes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, comparativement à 38,4 % des ventes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. L'augmentation de la marge brute s'explique principalement par l'accroissement des marges sur les produits, l'effet d'échelle positif de la solide progression des ventes des magasins comparables ainsi que par la baisse des frais de logistique et des frais d'occupation, en pourcentage des ventes. La marge brute comprend les ventes faites par la Société à Dollarcity à titre de fournisseur direct, ce qui représente environ 1 % des ventes totales de la Société, ainsi qu'une marge bénéficiaire nominale.

Frais généraux

Les frais généraux pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 se sont élevés à 112,8 M\$, une augmentation de 1,7 % par rapport à 110,9 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. Cette hausse résulte principalement de la croissance soutenue du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 ont représenté 13,9 % des ventes, comparativement à 15,2 % des ventes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. L'amélioration de 1,3 % des frais généraux en pourcentage des ventes découle essentiellement des améliorations de la productivité de la main-d'œuvre et des mesures de réduction des coûts au niveau des magasins ainsi que de l'effet d'échelle positif de la solide progression des ventes des magasins comparables.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 3,3 M\$, passant de 14,0 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 à 17,3 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018. Cette augmentation découle des investissements dans les projets de technologies de l'information, les nouveaux magasins et un nouvel entrepôt.

Coûts de financement

Les coûts de financement ont augmenté de 2,9 M\$, passant de 7,3 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 à 10,2 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des emprunts sur la dette à long terme.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 8,9 M\$, passant de 41,0 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 à 49,9 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 en raison de la hausse du résultat. Le taux d'imposition prescrit par la loi pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 et celui de l'exercice 2017 était de 26,9 %. Le taux d'imposition effectif de la Société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 et celui de l'exercice 2017 a été, respectivement, de 27,5 % et de 27,8 %.

Résultat net

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, le résultat net a augmenté pour atteindre 131,8 M\$, soit 1,15 \$ par action ordinaire après dilution, contre 106,4 M\$, soit 0,88 \$ par action ordinaire après dilution, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. Cette augmentation du résultat net est essentiellement attribuable à une hausse de 11,5 % des ventes, à une marge brute plus élevée et à la diminution des frais généraux en pourcentage des ventes. Le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a également eu une incidence positive sur le résultat par action.

Analyse des résultats du premier semestre de l'exercice 2018

Suit un aperçu de notre performance financière pour le premier semestre de l'exercice 2018 comparativement au premier semestre de l'exercice 2017.

Ventes

Les ventes du premier semestre de l'exercice 2018 ont augmenté de 10,8 % pour s'établir à 1 517,4 M\$, par rapport à 1 370,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la croissance interne des ventes qui s'est poursuivie par suite de la progression de 5,4 % des ventes des magasins comparables, en sus de la progression de 6,1 % des ventes des magasins comparables au premier semestre de l'exercice 2017, et par l'augmentation du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 051 en date du 31 juillet 2016 à 1 125 le 30 juillet 2017.

La progression des ventes des magasins comparables pour le premier semestre de l'exercice 2018 est attribuable à une augmentation de 6,0 % du montant moyen des transactions, en sus d'une hausse de 4,2 % au semestre correspondant de l'exercice 2017. Cependant, le nombre de transactions a diminué de 0,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout que le nombre de transactions au premier semestre de l'exercice 2017 avait affiché une hausse très marquée de 1,8 %.

Pour le premier semestre de l'exercice 2018, 66,6 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,25 \$, comparativement à 62,3 % pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 38,7 % des ventes pour le premier semestre de l'exercice 2018, comparativement à 37,7 % des ventes pour le premier semestre de l'exercice 2017. L'augmentation de la marge brute s'explique principalement par l'accroissement des marges sur les produits, l'effet d'échelle positif de la solide progression des ventes des magasins comparables ainsi que par la baisse des frais de logistique et des frais d'occupation, en pourcentage des ventes. La marge brute comprend les ventes faites par la Société à Dollarcity à titre de fournisseur direct, ce qui représente environ 1 % des ventes totales de la Société, ainsi qu'une marge bénéficiaire nominale.

Dans l'ensemble, la marge brute, bien que légèrement supérieure à la fourchette de prévision initiale, demeure conforme aux attentes de la direction.

Frais généraux

Les frais généraux pour le premier semestre de l'exercice 2018 se sont élevés à 222,3 M\$, une augmentation de 3,9 % par rapport à 213,9 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2017. Cette hausse résulte principalement de la croissance soutenue du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour le premier semestre de l'exercice 2018 ont représenté 14,6 % des ventes, comparativement à 15,6 % des ventes pour le premier semestre de l'exercice 2017. L'amélioration de 1,0 % des frais généraux en pourcentage des ventes découle essentiellement des améliorations de la productivité de la main-d'œuvre et des mesures de réduction des coûts au niveau des magasins.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 6,3 M\$, passant de 27,5 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2017 à 33,8 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2018. Cette augmentation découle des investissements dans les projets de technologies de l'information, les nouveaux magasins et un nouvel entrepôt.

Coûts de financement

Les coûts de financement ont augmenté de 5,6 M\$, passant de 13,9 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2017 à 19,5 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2018. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des emprunts sur la dette à long terme.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 13,7 M\$, passant de 71,6 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2017 à 85,3 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2018 en raison de la hausse du résultat. La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée repose sur la meilleure estimation que fait la direction du taux moyen pondéré d'imposition du résultat annuel attendu pour l'exercice complet. Le taux d'imposition prescrit par la loi pour le premier semestre de l'exercice 2018 et celui de l'exercice 2017 était de 26,9 %. Le taux d'imposition effectif de la Société pour le premier semestre de l'exercice 2018 et celui de l'exercice 2017 a été, respectivement, de 27,3 % et de 27,4 %.

Résultat net

Pour le premier semestre de l'exercice 2018, le résultat net a augmenté pour atteindre 226,5 M\$, soit 1,97 \$ par action ordinaire après dilution, contre 189,5 M\$, soit 1,55 \$ par action ordinaire après dilution, pour le premier semestre de l'exercice 2017. Cette augmentation du résultat net est essentiellement attribuable à une hausse de 10,8 % des ventes, à une marge brute plus élevée et à la diminution des frais généraux en pourcentage des ventes.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)
 Données tirées de l'état du résultat net

	Exercice 2018		Exercice 2017				Exercice 2016	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	812 487	704 945	854 531	738 708	728 968	641 012	766 476	664 491
Coût des produits vendus	490 490	439 623	501 156	447 239	449 391	404 149	453 526	398 537
Profit brut	321 997	265 322	353 375	291 469	279 577	236 863	312 950	265 954
Frais généraux	112 783	109 474	127 166	116 972	110 942	102 946	123 075	111 148
Dotation aux amortissements	17 301	16 545	15 549	14 666	14 006	13 527	12 945	12 214
Résultat d'exploitation	191 913	139 303	210 660	159 831	154 629	120 390	176 930	142 592
Coûts de financement	10 225	9 242	10 643	8 517	7 289	6 634	6 043	5 361
Résultat avant impôt	181 688	130 061	200 017	151 314	147 340	113 756	170 887	137 231
Impôt sur le résultat	49 888	35 371	53 943	41 256	40 988	30 604	46 067	37 155
Résultat net	131 800	94 690	146 074	110 058	106 352	83 152	124 820	100 076
Résultat net par action ordinaire								
De base	1,16 \$	0,83 \$	1,25 \$	0,93 \$	0,89 \$	0,68 \$	1,01 \$	0,79 \$
Dilué	1,15 \$	0,82 \$	1,24 \$	0,92 \$	0,88 \$	0,68 \$	1,00 \$	0,78 \$

Dans le passé, nous avons enregistré notre chiffre d'affaires le plus faible au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. La survenance de conditions météorologiques inhabituellement défavorables qui perturbent nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe comme la période des Fêtes ou d'autres fêtes importantes pourrait avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage de nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers.

Situation de trésorerie et ressources en capital

Flux de trésorerie pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018

(en milliers de dollars)

	Périodes de 13 semaines closes les		
	30 juillet 2017	31 juillet 2016	Variation
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	180 215	166 096	14 119
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(29 204)	(36 981)	7 777
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(126 215)	(79 723)	(46 492)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net	24 796	49 392	(24 596)

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 180,2 M\$, comparativement à 166,1 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. L'augmentation découle essentiellement de la hausse du résultat net au cours du trimestre.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 29,2 M\$, comparativement à 37,0 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. Cette baisse est principalement attribuable au fait que le deuxième trimestre de l'exercice 2017 a été marqué par les charges liées à la construction du nouvel entrepôt de Montréal, au Québec.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 126,2 M\$, contre 79,7 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice 2017. La diminution des montants nets prélevés sur la dette à long terme au deuxième trimestre de l'exercice 2018 a été atténuée en partie par la réduction du nombre d'actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Flux de trésorerie pour le premier semestre de l'exercice 2018

	Périodes de 26 semaines closes les		
	30 juillet 2017	31 juillet 2016	Variation
	\$	\$	\$
(en milliers de dollars)			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	264 375	204 520	59 855
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(48 717)	(86 003)	37 286
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(198 447)	(69 765)	(128 682)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net	17 211	48 752	(31 541)

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le premier semestre de l'exercice 2018, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 264,4 M\$, comparativement à 204,5 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2017. L'augmentation découle essentiellement de la hausse du résultat net.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le premier semestre de l'exercice 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 48,7 M\$, comparativement à 86,0 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2017. Cette baisse est principalement attribuable au fait que le premier semestre de l'exercice 2017 a été marqué par les charges liées à la construction du nouvel entrepôt de Montréal, au Québec.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le premier semestre de l'exercice 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 198,5 M\$, contre 69,8 M\$ au premier semestre de l'exercice 2017, en raison de la diminution des montants nets prélevés sur la dette à long terme.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement se rapportent à des investissements dans des projets de technologies de l'information, les nouveaux magasins et un nouvel entrepôt.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, les dépenses d'investissement ont totalisé 29,4 M\$, comparativement à 36,9 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. La diminution des dépenses d'investissement d'un trimestre à l'autre s'explique en grande partie par le fait que le deuxième trimestre de l'exercice 2017 a été marqué par les charges liées à la construction du nouvel entrepôt de Montréal, au Québec.

Pour le premier semestre de l'exercice 2018, les dépenses d'investissement ont totalisé 49,1 M\$, comparativement à 86,1 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2017. Ce dernier montant comprend notamment un montant de 22,1 M\$ pour l'achat d'un terrain et 28,4 M\$ pour les coûts de construction liés au nouvel entrepôt.

Ressources en capital

La Société tire de ses activités d'exploitation des flux de trésorerie suffisants pour financer sa stratégie de croissance prévue, assurer le service de sa dette et verser des dividendes aux actionnaires. Au 30 juillet 2017, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie totalisant 79,2 M\$, ainsi que d'un montant disponible de 499,1 M\$ aux termes de la facilité de crédit (définie plus loin). Ces fonds disponibles procurent une souplesse de financement pour combler des besoins imprévus en matière de liquidités, s'il en est.

Notre capacité de payer le capital et les intérêts sur notre dette, de la refinancer, ou de générer des fonds suffisants pour financer les dépenses d'investissement prévues, dépendra de notre performance future, laquelle, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire et d'autres facteurs qui sont indépendants de notre volonté.

Compte tenu de la vigueur actuelle de notre résultat, nous croyons que les flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation ainsi que le crédit disponible aux termes de la facilité de crédit nous permettront de combler nos besoins en liquidités futurs. Nos hypothèses concernant ces besoins pourraient se révéler inexactes, et les fonds auxquels les sources décrites aux présentes nous donnent accès pourraient ne pas être suffisants pour nous permettre d'assurer le service de notre dette et de pourvoir au règlement de toute charge imprévue.

Billets non garantis de premier rang

Le 5 novembre 2013, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux fixe d'un montant en capital total de 400,0 M\$ (les « billets à taux fixe à 3,095 % »), dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux fixe à 3,095 % portent intérêt à un taux annuel de 3,095 %, payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 5 mai et le 5 novembre de chaque année jusqu'à échéance le 5 novembre 2018. Au 30 juillet 2017, la valeur comptable des billets à taux fixe à 3,095 % s'établissait à 402,2 M\$.

Le 16 mai 2014, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux variable d'un montant en capital total de 150,0 M\$ (les « billets à taux variable de série 1 d'origine »), dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. Le 8 avril 2015, la Société a émis d'autres billets non garantis de premier rang à taux variable, d'un montant en capital total de 125,0 M\$ (les « billets à taux variable de série 1 supplémentaires » et, collectivement avec les billets à taux variable de série 1 d'origine, les « billets à taux variable de série 1 ») selon les mêmes modalités que les billets à taux variable de série 1 d'origine, lesquels venaient tous à échéance le 16 mai 2017. Le 16 mai 2017, la Société a remboursé le capital ainsi que tous les intérêts courus et impayés sur les billets à taux variable de série 1.

Le 22 juillet 2016, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux fixe d'un montant en capital total de 525,0 M\$ (les « billets à taux fixe à 2,337 % »), dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux fixe à 2,337 % portent intérêt au taux annuel de 2,337 %, payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 22 janvier et le 22 juillet de chaque année jusqu'à échéance le 22 juillet 2021. Au 30 juillet 2017, la valeur comptable des billets à taux fixe à 2,337 % s'établissait à 523,4 M\$.

Le 16 mars 2017, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux variable de série 2 d'un montant en capital total de 225,0 M\$ (les « billets à taux variable de série 2 d'origine »), dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux variable de série 2 d'origine portent intérêt à un taux équivalant au taux des acceptations bancaires à 3 mois (CDOR) majoré de 59 points de base (ou 0,59 %), établi trimestriellement le 16^e jour de mars, juin, septembre et décembre de chaque année. L'intérêt est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, le 16^e jour de mars, juin, septembre et décembre de chaque année jusqu'à échéance le 16 mars 2020.

Le 10 mai 2017, la Société a émis d'autres billets non garantis de premier rang à taux variable de série 2 d'un montant en capital total de 75,0 M\$ (les « billets à taux variable de série 2 supplémentaires »), dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux variable de série 2 supplémentaires s'ajoutent au montant en capital total de 225,0 M\$ des billets à taux variable de série 2 d'origine échéant le 16 mars 2020 émis par la Société le 16 mars 2017. Les billets à taux variable de série 2 supplémentaires ont été émis à leur valeur nominale bonifiée d'une prime de 0,284 % sur leur montant en capital, pour un produit brut total de 75,2 M\$. En date de l'émission, l'écart de crédit réel des billets à taux variable de série 2 supplémentaires par rapport au taux des acceptations bancaires à 3 mois (CDOR) était de 49 points de base (ou 0,49 %). Une fois émis, ces billets portent intérêt au même taux que les billets à taux variable de série 2 d'origine, et l'intérêt est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, en même temps que l'intérêt sur les billets à taux variable de série 2 d'origine. Toutes les autres modalités applicables aux billets à taux variable de série 2 d'origine s'appliquent aux billets à taux variable de série 2 supplémentaires, lesquels sont réputés faire partie de la même série que les billets à taux variable de série 2 d'origine (collectivement, les « billets à taux variable de série 2 »). Au 30 juillet 2017, la valeur comptable des billets à taux variable de série 2 s'établissait à 299,7 M\$.

Le 10 mai 2017, la Société a également émis des billets non garantis de premier rang à taux fixe d'un montant en capital total de 250,0 M\$ (les « billets à taux fixe à 2,203 % »), dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux fixe à 2,203 % portent intérêt au taux annuel de 2,203 %, payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 10 mai et le 10 novembre de chaque année jusqu'à échéance le 10 novembre 2022. Au 30 juillet 2017, la valeur comptable des billets à taux fixe à 2,203 % s'établissait à 250,1 M\$.

Les billets à taux fixe à 3,095 %, les billets à taux fixe à 2,337 %, les billets à taux fixe à 2,203 % et les billets à taux variable de série 2 (collectivement, les « billets non garantis de premier rang ») sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées actuelles et futures de la Société. DBRS Limited a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, à tous les billets non garantis de premier rang.

Les billets non garantis de premier rang sont cautionnés solidairement, sur une base non garantie de premier rang, en ce qui a trait au paiement du capital, des intérêts et des primes, le cas échéant, et de certains autres montants précisés dans l'acte de fiducie qui régit les billets, par certaines filiales de la Société représentant un BAIIA combiné, collectivement avec le BAIIA de la Société (sur une base non consolidée), d'au moins 80 % du BAIIA consolidé. En date des présentes, Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc. sont les seules cautions. Tant que des billets non garantis de premier rang seront en cours et que la facilité de crédit sera en vigueur, l'ensemble des filiales de la Société qui cautionnent à l'occasion des emprunts aux termes de la facilité de crédit cautionneront les billets non garantis de premier rang.

Facilité de crédit

La Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 500,0 M\$ (la « facilité de crédit ») aux termes d'une deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour conclue avec les prêteurs le 25 octobre 2013 (la « convention de crédit SAR »), dans sa version modifiée le 3 décembre 2013, le 10 juin 2014, le 3 novembre 2014, le 30 octobre 2015, le 29 janvier 2016, le 21 novembre 2016 et le 29 juin 2017, afin, entre autres, de modifier les engagements en cours des prêteurs et d'en prolonger la durée.

À présent, la convention de crédit SAR viendra à échéance le 14 décembre 2021. Les engagements d'un montant de 250,0 M\$ initialement obtenus en 2013 sont disponibles jusqu'au 14 décembre 2021 et les engagements de 250,0 M\$ obtenus en 2016 sont maintenant disponibles jusqu'au 29 janvier 2019.

Aux termes de la convention de crédit SAR, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit, incluant les engagements existants, à 1,3 G\$.

La marge applicable, allant de 0 % à 2,50 % par année, est calculée d'après la notation attribuée à la Société ou à ses titres non garantis de premier rang par une agence de notation. Si au moins deux agences de notation attribuent une notation à la Société ou à ses titres non garantis de premier rang, alors la marge doit être établie d'après la notation la plus élevée; toutefois, s'il existe un écart de deux niveaux ou plus entre les notations, il faut appliquer la notation du niveau immédiatement supérieur à la notation la plus faible. Le fait que la Société n'ait pas de notation n'entraînera pas de cas de défaut, mais la marge la plus élevée s'appliquera jusqu'à ce qu'une notation soit obtenue.

La convention de crédit SAR oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement ajusté en fonction des contrats de location.

La facilité de crédit est garantie par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La convention de crédit SAR est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature de leurs activités et effectuer certaines opérations avec des sociétés du même groupe. La convention de crédit SAR limite également la capacité de la Société de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 30 juillet 2017, aucun montant n'avait été prélevé aux termes de la facilité de crédit (130,0 M\$ au 29 janvier 2017), à l'exception des lettres de crédit émises pour l'achat de stocks qui s'élevaient à 0,9 M\$ (0,8 M\$ au 29 janvier 2017). Au 30 juillet 2017, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 30 juillet 2017. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 1 à 5 ans \$	Total \$
Dettes d'exploitation et charges à payer	176 570	-	-	176 570
Dividendes à verser	12 461	-	-	12 461
Remboursement de capital sur :				
Billets à taux fixe à 2,203 %	-	-	250 000	250 000
Billets à taux fixe à 2,337 %	-	-	525 000	525 000
Billets à taux fixe à 3,095 %	-	-	400 000	400 000
Billets à taux variable de série 2	-	-	300 000	300 000
Intérêt à payer sur :				
Billets à taux fixe à 2,203 %	-	5 508	24 784	30 292
Billets à taux fixe à 2,337 %	-	12 269	36 808	49 077
Billets à taux fixe à 3,095 %	-	12 380	6 190	18 570
Billets à taux variable de série 2 ¹⁾	1 403	4 209	9 818	15 430
	<u>190 434</u>	<u>34 366</u>	<u>1 552 600</u>	<u>1 777 400</u>

¹⁾ D'après les taux d'intérêt en vigueur le 30 juillet 2017.

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés et les engagements de la Société au 30 juillet 2017.

(en milliers de dollars)

	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 1 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Obligations au titre de contrats de location simple ²⁾	42 719	128 156	576 668	314 809	1 062 352
Lettres de crédit	930	-	-	-	930
	<u>43 649</u>	<u>128 156</u>	<u>576 668</u>	<u>314 809</u>	<u>1 063 282</u>

²⁾ Représentent les loyers annuels de base, compte non tenu des loyers conditionnels, des frais d'entretien des aires communes, des impôts fonciers et d'autres charges payées aux propriétaires, éléments qui, ensemble, équivalent à approximativement 40 % du total de nos charges locatives.

Outre nos obligations au titre de contrats de location simple et les lettres de crédit susmentionnées, nous ne sommes assujettis à aucun autre arrangement ni engagement non comptabilisé.

Instruments financiers

La Société se sert d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport au dollar canadien, le recours à des couvertures pourrait causer des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont constatés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018, la nature des risques découlant des contrats de change à terme et la gestion de ces risques n'ont connu aucun changement significatif.

Pour une description des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 et à la note 14 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice 2017.

Transactions entre parties liées

Baux immobiliers

À l'heure actuelle, nous louons 20 magasins, 5 entrepôts, un centre de distribution et notre siège social auprès d'entités contrôlées par Larry Rossy, président exécutif du conseil d'administration, ou par certains membres de sa famille immédiate, aux termes de baux à long terme. Les charges locatives associées à ces baux conclus avec des parties liées sont évaluées au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché.

Les frais de location facturés par des entités contrôlées par Larry Rossy ou par certains membres de sa famille immédiate ont totalisé 5,3 M\$ et 11,0 M\$ pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 30 juillet 2017, respectivement, comparativement à 5,3 M\$ et à 11,0 M\$ pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 31 juillet 2016, respectivement.

Jugements et estimations comptables critiques

Pour préparer les états financiers consolidés intermédiaires résumés, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et jugements importants posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude relative aux estimations dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 sont les mêmes que ceux employés dans les états financiers consolidés audités de l'exercice 2017. Pour plus d'informations, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice 2017.

Principales normes et interprétations

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui remplacera IAS 17 *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et son adoption anticipée est permise dans la mesure où la Société a adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La nouvelle norme exige que le preneur comptabilise une obligation locative correspondant aux paiements locatifs futurs et un actif lié au droit d'utilisation relativement à la plupart des contrats de location, et les inscrive à l'état de la situation financière, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités. La Société étant assujettie à d'importantes obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple conformément à IAS 17, l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à une hausse significative des actifs et des passifs et à des changements significatifs touchant le moment de la comptabilisation des charges associées aux contrats de location.

Les principaux aspects de l'entreprise qui seront touchés par l'adoption d'IFRS 16 sont présentés dans le tableau qui suit.

Aspects de l'entreprise touchés	Analyse	Incidence
Présentation de l'information financière	L'analyse vise à déterminer les contrats qui entreront dans le champ d'application de la nouvelle norme ainsi que les options offertes par celle-ci, comme l'adoption anticipée, les deux exemptions de comptabilisation et d'évaluation et la nécessité de l'appliquer de manière rétrospective intégrale aux termes d'IAS 8 ou la possibilité d'appliquer une « approche rétrospective modifiée ».	La Société analyse actuellement l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur son état consolidé de la situation financière et son état consolidé du résultat net et du résultat global. De plus, la Société a commencé à travailler avec un tiers fournisseur de services-conseils. Au 30 juillet 2017, les contrats de location simple présentés à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 entraînent dans le champ d'application d'IFRS 16.
Systèmes informatiques	La Société est en train d'analyser la nécessité d'apporter des changements à ses systèmes informatiques afin d'optimiser la gestion de plus de 1 000 contrats de location qui entreront dans le champ d'application de la nouvelle norme.	En collaboration avec un tiers, la Société a évalué différentes solutions informatiques aux fins de la comptabilisation et de l'évaluation éventuelles des contrats de location qui entrent dans le champ d'application. Une solution informatique a été choisie au cours de la période de 13 semaines close le 30 juillet 2017.
Contrôles internes	La Société réalisera une analyse des changements à apporter à l'environnement de contrôle par suite de l'adoption d'IFRS 16.	La Société est en train d'évaluer l'incidence d'IFRS 16 sur son environnement de contrôle.
Parties prenantes	La Société réalisera une analyse de l'incidence sur la communication de l'information à ses parties prenantes par suite de l'adoption d'IFRS 16.	La Société a commencé à discuter de l'incidence d'IFRS 16 pour ses parties prenantes.

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* relative au classement et à l'évaluation, à la dépréciation et à la comptabilité de couverture. Cette norme remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est permise. La Société en est aux dernières étapes de l'analyse de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 sur son état consolidé de la situation financière, son état consolidé du résultat net et du résultat global et son tableau consolidé des flux de trésorerie. Cette incidence ne devrait pas être importante.

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes précédentes sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris IAS 18 *Produits des activités ordinaires*. En septembre 2015, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15 du 1^{er} janvier 2017 aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est permise. La Société en est aux dernières étapes de l'analyse de l'incidence de l'adoption d'IFRS 15 sur son état consolidé de la situation financière et son état consolidé du résultat net et du résultat global. Cette incidence ne devrait pas être importante.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation futurs de la Société sont décrits dans le rapport de gestion annuel et la notice annuelle de la Société de l'exercice 2017 (disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com), et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés aux activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 1^{er} mai 2017 et se terminant le 30 juillet 2017 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dividende

Le 7 septembre 2017, la Société a annoncé que le conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,11 \$ par action ordinaire. Ce dividende trimestriel de la Société sera versé le 1^{er} novembre 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 6 octobre 2017. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 7 juin 2017, la Société a annoncé que le conseil d'administration avait approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et qu'elle avait obtenu l'autorisation de la TSX en vue du rachat aux fins d'annulation d'au plus 5 680 390 actions ordinaires, soit 5,0 % des 113 607 809 actions ordinaires émises et en circulation à la clôture des marchés le 6 juin 2017, au cours de la période de 12 mois allant du 19 juin 2017 au 18 juin 2018 (l'« offre de rachat de 2017-2018 »).

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018, un total de 1 303 900 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2017-2018, au prix moyen pondéré de 122,86 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 160,2 M\$. Le capital-actions de la Société a été réduit de 4,8 M\$ et le reliquat de 155,4 M\$ a été porté en réduction des résultats non distribués.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2018, un total de 2 991 140 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2016-2017 (qui a expiré le 16 juin 2017) et de l'offre de rachat de 2017-2018, au prix moyen pondéré de 113,92 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 340,8 M\$. Le capital-actions de la Société a été réduit de 10,9 M\$ et le reliquat de 329,8 M\$ a été porté en réduction des résultats non distribués.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé.

Au 6 septembre 2017, 112 336 659 actions ordinaires étaient émises et en circulation. En outre, il y avait 2 542 150 options émises et en cours au 6 septembre 2017, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 114 878 809 actions ordinaires émises et en circulation sur une base diluée au 6 septembre 2017.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».